

## Le Brésil à l'épreuve de la modernité

Discours, savoir et pouvoir

Ce livre rassemble les contributions de nombreux universitaires brésiliens qui ont souhaité mettre à profit l'*Année culturelle du Brésil en France* (2005) pour organiser un colloque sur la façon dont procèdent les transformations des liens entre le discours, le savoir et le pouvoir dans une société en mutation rapide comme l'est la société brésilienne. Ce colloque a donné l'occasion à de nombreux collègues universitaires brésiliens présents en France de débattre avec leurs collègues français des perspectives qu'offrent à leur pays, en même temps qu'une démocratisation des institutions locales, étatiques et fédérales, la modernisation de la société brésilienne dans son ensemble. L'intérêt majeur de cet ouvrage est de rendre compte de ces perspectives nouvelles de transformation d'une des sociétés les plus dynamiques de la planète en privilégiant les relations étroites et complexes entre les pratiques émergentes et la construction d'un nouveau discours scientifique, entre la praxis au sens marxiste du terme et l'idéologie qui l'accompagne et la justifie en partie. Cet effort d'analyse de la modernisation d'un pays dit « émergent » s'applique en particulier à quelques secteurs-clés de la vie publique comme l'éducation, la presse et les médias, la justice, la santé, la sécurité ; il s'applique également à la manière dont s'organisent les sociétés locales confrontées aux mutations économiques et sociales d'une globalisation galopante et à la mobilité de certaines catégories de population.

*Pierre TEISSERENC est professeur de sociologie politique à l'Université Paris 13 et Directeur du CERL (Centre de Recherche sur l'Action Locale). Il travaille depuis de nombreuses années sur les politiques de développement territorial ainsi que sur les processus de recomposition des territoires. Il a notamment publié Les politiques de développement local (Économica, 2ème Édition, 2002), il a dirigé l'ouvrage collectif La mobilisation des acteurs dans l'action publique locale au Brésil, en France et en Tunisie aux Éditions L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », avril 2006 et, en collaboration avec Muriel TAPIE-GRIME, Professionnels du territoire. L'espace de professionnalisation des développeurs territoriaux en France (Presses UNESCO de Besançon, 2003), ainsi que Les développeurs dans la négociation politique, in Les recompositions des formes locales de l'action publique (L'Harmattan, 2003).*

*Nilton MILANEZ est doctorant en linguistique et langue portugaise à l'UNESP - Universidade Estadual Paulista (São Paulo) Júlio de Mesquita Filho ; il est Membre du groupe de recherche GEADA - Groupe d'Études d'Analyse du Discours d'Araraquara.*

*Sonia Barbosa MAGALHAES est doctorante en sociologie à l'Université Fédérale de Para à Belém et à l'Université Paris 13 (CERL). Elle a occupé pendant plus de vingt ans un poste de chercheuse en anthropologie au Musée Golji à Belém ce qui l'a amenée à publier de nombreuses études sur les transformations que connaissent, du fait notamment des grands programmes d'aménagement du territoire amazonien, les diverses communautés qui peuplent ce territoire. Elle a notamment rédigé un des chapitres de l'ouvrage sur La mobilisation des acteurs dans l'action publique locale (o.c.).*

Photo : Patrick Waelès.



9 782296 038004

ISBN : 978-2-296-03800-4

21,50 €

Pierre TEISSERENC

Le Brésil à l'épreuve de la modernité

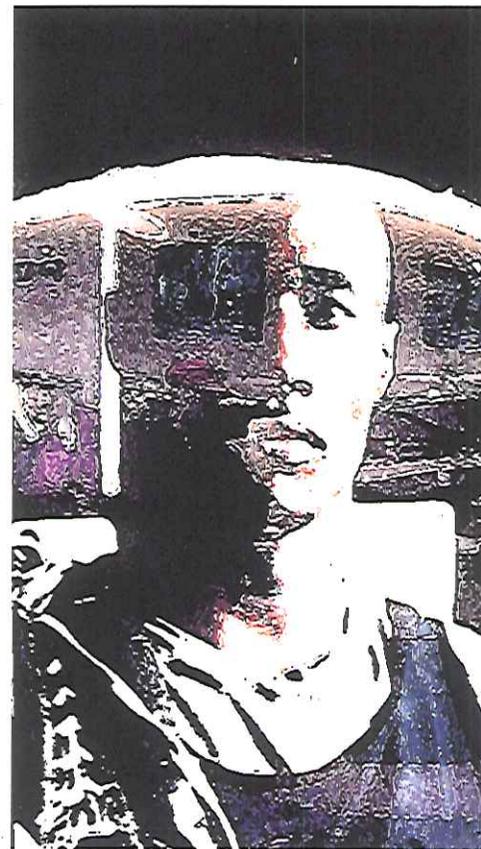
Questions contemporaines



Pierre TEISSERENC  
Nilton MILANEZ  
Sonia Barbosa MAGALHAES

## Le Brésil à l'épreuve de la modernité

Discours, savoir et pouvoir



Questions contemporaines

L'Harmattan

## LES AUTEURS

- Angela Maria de Oliveira ALMEIDA, professeur de psychologie à l'Institut de Psychologie de l'Université de Brasília.
- Geraldo José de ALMEIDA, professeur de sociologie au département d'Histoire de l'Université Fédérale de Mato Grosso.
- Antônio Augusto G. BATISTA, professeur de sciences de l'éducation et Directeur du Centre d'Alphabétisation, Lecture et Ecriture (CEALE) de l'Université Fédérale de Minas Gerais.
- Patrícia Brandão COUTO, doctorante en anthropologie à l'Université Fédérale Fluminense.
- Dilma Castelo Branco DINIZ, professeur de socio-linguistique à l'Université Fédérale de Minas Gerais.
- Ligia Maria Moreira DUMONT, professeur en science de l'information à l'Université Fédérale de Minas Gerais.
- Helcira LIMA, doctorante à l'Université Paris 13.
- Sonia Barbosa MAGALHAES est doctorante en sociologie à l'Université Fédérale de Para à Belém et à l'Université Paris 13 (CERAL).
- Paula Regina Pereira MARCELINO, doctorante en sociologie à l'Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP).
- Kátia Sento Sé MELLO, doctorante en anthropologie à l'Université Fédérale Fluminense de Niterói (Rio).
- Marco Antonio da Silva MELLO, professeur d'anthropologie, Directeur du département d'Anthropologie Culturelle à l'Universidade Federal do Rio de Janeiro et professeur du Programme de Post Graduation en Anthropologie à l'Universidade Federal Fluminense de Niterói.
- Nilton MILANEZ est doctorant en linguistique et langue portugaise à l'UNESP – Universidade Estadual Paulista (Sao Paulo) Júlio de Mesquita Filho
- Maria de Lourdes Faria dos Santos PANIAGO, professeur de linguistique à l'Universidade Federal de Goiás.
- Mateus H.F. PEREIRA, professeur d'histoire à l'Université de l'État de Minas Gerais.
- Fernando Rey PUENTE, professeur de philosophie à l'Université Fédérale de Minas Gerais.
- Roberto SAID, doctorant en Études Littéraires à l'Universidade Federal de Minas Gerais.
- Santuzza Amorim da SILVA, professeur en sciences de l'éducation à l'Université d'État du Minas Gerais. Arno VOGEL, professeur d'anthropologie et Directeur du Centre des Sciences de l'Homme à l'Universidade Estadual do Norte Fluminense (Rio).
- Pierre TEISSERENC est professeur de sociologie politique à l'Université Paris 13 et Directeur du CERAL (Centre de Recherche sur l'Action Locale).

Pierre TEISSERENC

## LE BRÉSIL À L'ÉPREUVE DE LA MODERNITÉ

Discours, savoir et pouvoir

L'Harmattan

© L'HARMATTAN, 2007  
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-03800-4  
EAN : 9782296038004

## Sommaire

*Pierre Teisserenc*

Avant-propos : La modernisation à l'œuvre  
dans la société brésilienne ..... 9

### *Première Partie*

#### ÉCRIRE L'HISTOIRE, PRODUIRE ET DIFFUSER LE SAVOIR

*Dilma Castelo Branco Diniz*

Le discours latino-américain: un conte de Monteiro Lobato..... 23

*Mateus H. F. Pereira*

Fascicules et Encyclopédies dans les kiosques :  
le cas de l'Editora Abril (1968-1982) au Brésil ..... 29

*Roberto Said*

Histoire et pouvoir chez Jean-Luc Godard..... 39

*Fernando Rey Puente*

L'Antiquité comme modèle de « lecture » de la force »  
dans la philosophie de Simone Weil..... 49

*Ligia Maria Moreira Dumont*

Lecture et cognition : proposition de recherche,  
révision de la littérature ..... 63

CONSTRUIRE LA MODERNITÉ, DISCUTER LE POUVOIR

<i>Marco Antonio da S. Mello e Arno Vogel</i> La <i>Didactica Magna</i> de la prospérité : réflexions sur la pédagogie du changement social dirigé .....	79
<i>Pierre Teisserenc</i> Pour une sociologie de l'action locale .....	99
<i>Sonia Barbosa Magalhães</i> La participation de la paysannerie contre la politique de déplacement forcé sur un territoire affecté par la construction d'un barrage : une présentation des démarches théoriques .....	113
<i>Patrícia Brandão Couto</i> Cupidité et conflit : une réflexion sur l'impact du tourisme dans la production de nouvelles identités sur le territoire de la municipalité d'Itacaré dans l'État de Bahia .....	123
<i>Kátia Sento Sé Mello</i> La fabrication d'un espace public sur des enjeux de sécurité dans la municipalité de Niterói .....	135
<i>Paula Regina Pereira Marcelino</i> Discours, savoir et pouvoir dans l'entreprise: domination et résistance face à la précarisation du travail chez Honda au Brésil .....	149

PAROLES DE SOI, DISCOURS DE L'AUTRE

<i>Angela Maria de Oliveira Almeida e Geraldo José de Almeida</i> Représentations et discours dans la construction de la réalité sociale .....	169
<i>Jimena Garcia Menendez</i> Hallucination en psychanalyse: de l'aliénation mentale à l'aliénation subjective. Le cas de Juana .....	179
<i>Nilton Milanez</i> C'est quoi ces vérités ? .....	187
<i>Helcira Lima</i> L'arène des pas perdus : une relecture de la cour d'assises brésilienne .....	195
<i>Maria de Lourdes Faria dos Santos Paniago</i> Aimer sévèrement : pratiques discursives scolaires de subjectivation au Centre-Ouest du Brésil .....	207
<i>Santuza Amorim da Silva e Antônio Augusto G. Batista</i> Les relations entre savoirs et pouvoir dans la constitution du processus de formation continue des professeurs .....	221

Marco Antonio da S. MELLO<sup>30</sup>  
Arno VOGEL<sup>31</sup>

**La *Didactica Magna* de la prospérité :  
réflexions sur la pédagogie du changement social dirigé**

*« Un jour un singe et un poisson ont été surpris par une grande crue. Le singe, habile et chevronné, a eu la chance de grimper sur un arbre et s'est sauvé. En regardant d'en haut les eaux turbulentes, il a aperçu le poisson qui se débattait contre le courant rapide ; poussé par un désir humanitaire d'aider le compagnon malchanceux, il lui a tendu la main et l'a fait sortir de l'eau. A sa grande surprise, le poisson ne lui en a pas été reconnaissant. »*

Avec cette histoire, George M. Foster (1964) commence un livre qui a été traduit en portugais sous le titre *As culturas tradicionais e o impacto da tecnologia* [Les cultures traditionnelles et l'impact de la technologie]. L'auteur reprend ainsi une fable orientale que Don Adams avait utilisée avant lui (Adams, 1969, p. 22) pour « illustrer les pièges imprévus qui guettent le technicien mal averti exerçant son métier dans une autre société qui n'est pas la sienne ». (Foster, 1964, p. 13). Dans ces conditions-là, il aura tendance à prendre des décisions aussi désastreuses que celle du singe de la fable coréenne.

---

<sup>30</sup> Marco Antonio da Silva MELLO est professeur d'anthropologie et Directeur du département d'anthropologie culturelle à l'Universidade Federal do Rio de Janeiro; il est également professeur au département d'anthropologie et au programme de Post Graduation en anthropologie à l'Universidade Federal Fluminense.

<sup>31</sup> Arno VOGEL est professeur d'anthropologie et Directeur du centre des Sciences de l'Homme à l'Universidade Estadual do Norte Fluminense ; il est également professeur au laboratoire d'Études sur la Société Civile et l'État dans la même université.

Curieusement, le titre de la version brésilienne restitue, de manière subreptice, toute la conception que Foster, conforme à l'anthropologie culturelle américaine de l'après-guerre, cherchait à critiquer et relativiser. À cette époque-là, les États-Unis avaient déclenché dans les divers pays de leur sphère d'influence d'innombrables projets de développement. Leur but était de produire des effets en chaîne en termes de développement et de permettre aux nations concernées de s'engager dans un processus de démarrage vers la modernité.

S'inspirant de l'idée de *take-off* introduit par les théories de Rostow, ces projets ambitionnaient de réaliser des transformations de grande ampleur. Il s'agissait d'abord d'intégrer des économies de subsistance, fondées sur le développement de marchés locaux (ou au moins régionaux) différenciés, à un système mondial de marché. Cette intégration signifiait, à son tour, l'investissement massif dans la diffusion et la maîtrise de nouvelles technologies. Celles-ci, cependant, n'avaient de chance d'être appliquées que dans les structures administratives marquées par les paramètres de rationalité que le processus d'*institutional building* portait en soi. La gestion des moyens importants qui ont été mobilisés à cet effet et leur administration réclamaient des structures bureaucratiques capables de combiner le contrôle des ressources avec l'agilité dans leur application. Il fallait mettre en œuvre de nouveaux modèles de performance et d'efficacité. En particulier, le mode de prise de décision devait satisfaire les impératifs de l'adéquation optimale permettant de combiner la mise en œuvre de moyens précaires et des finalités alternatives.

L'apparat institutionnel apte à réaliser cette tâche se fondait notamment sur quelques présupposés. La société réceptrice du nouvel ordre socio-économique qu'on souhaitait universaliser était censée comprendre le projet modernisateur. Pour cela, il fallait qu'elle soit (ou qu'elle devienne dans les délais les plus brefs) lettrée, cosmopolite et individualiste.

– *Lettrée*, pour avoir accès aux propres ressources qui étaient destinées à son développement, car celles-ci ne pouvaient être acquises et gérées que par le moyen d'un ensemble complexe de pratiques comptables.

– *Cosmopolite*, car elle devait être tout à fait consciente des avantages et donc de l'urgence de son incorporation dans le marché international. Et pour cela, elle devait non seulement mettre en œuvre une capacité de conversion des valeurs qu'elle avait à produire par rapport aux autres valeurs produites par d'autres ensembles humains, dans d'autres points du marché, mais elle devait aussi assurer la croissance de sa propre production et sa commercialisation de manière à acquérir les biens qui manquaient à la réalisation de son confort et de son bien-être.

– Il fallait finalement qu'elle devienne *individualiste*. Cela veut dire que la société réceptrice devait s'habituer à entrer dans le grand jeu des échanges, à l'échelle planétaire, en développant chez ses membres des dispositions à la

compétition qui les rendent capables de développer de nouvelles formes de contrats sociaux. En effet, l'acquisition de cette disposition était censée leur permettre d'accéder, par libre choix (et en prenant sur eux les risques), à toutes sortes de formes associatives de façon à maximiser leurs profits par la mise en œuvre de stratégies adaptées. La fiction du mécanisme autorégulateur auquel nous donnons le nom de marché repose, dans cette perspective, sur l'éclatement des structures culturelles et sociales du mode de vie traditionnel, dans la mesure où celles-ci sont perçues comme des obstacles à l'ordre et à la logique du marché. Il faut en terminer avec les chaînes corporatives de la parenté, de la paroisse, de la guilde et de tout autre type d'associations coutumières de manière à laisser la place à une nouvelle catégorie d'hommes libres, autonomes et égaux. Ceux-ci devront être capables d'établir des relations les uns avec les autres, en recherchant des solutions à l'adéquation des valeurs entre les marchandises échangées et la monnaie en tant qu'équivalent universel capable de promouvoir un système de communication non soumis aux barrières culturelles. Il en résulte que la fiction du marché a comme corollaire la fiction d'une humanité générique au sein de laquelle tous les individus seraient des partenaires équivalents par rapport à l'échange des marchandises et qui s'organiserait à partir de structures fondées sur le principe d'une rationalité neutre s'appuyant sur un code transculturel [*cross-cultural*] susceptible d'instaurer la transparence parfaite des relations et des institutions sociales.

Toutes ces fictions présupposent toutefois ce que Max Weber, dans *l'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* (1977), a désigné par l'expression « désenchantement du monde » (*Entzauberung*). Le terme se rapporte précisément à la laïcisation des relations économiques, déconnectées des réseaux institutionnels et de la structure de modèles éthiques établis par la tradition prémoderne. Grâce à ce "désenchantement", l'économie surgit avec une maîtrise autonome et fondatrice des relations sociales. Ainsi s'explique, selon Max Weber, pourquoi les règles et la rationalité propres à ce domaine rendent possible non seulement l'accumulation de biens, mais ont même tendance à imposer cette accumulation comme une nécessité, en excluant du nouvel ordre social ceux qui refusent de la pratiquer.

La course aux profits et la justification de l'usure convertissent en marchandises la terre, le pain, le travail et tout ce qui est nécessaire à la réalisation d'une vie digne. Désormais, l'ensemble des biens fait partie d'un immense circuit d'échanges, dans lequel les hommes s'affrontent les uns les autres par l'intermédiaire de relations didactiques établies à travers des produits qu'ils possèdent et qu'ils échangent. Avec ce « moulin satanique », selon l'heureuse expression de Karl Polanyi (1980), on inaugure donc une société égalitaire. Et avec elle, on voit arriver et fleurir l'idéologie économique moderne, dominée par la raison pratique et égalitaire, qui méconnaît et/ou

déqualifie la raison culturelle, en permettant la genèse de cet *homo aequalis*, opérateur et habitacle de la modernité industrielle (Dumont, 1977).

De cet homme, on exige qu'il soit animé par la passion du travail, que Karl Marx définissait dans les *Manuscrits de 44* comme étant sa fonction vitale. On s'attend à utiliser indéfiniment son *esprit inventif de tool-making animal* pour inventer des technologies capables de développer de plus en plus l'immense arsenal de marchandises que la reproduction de l'économie exige. On croit enfin que cet homme pourra réaliser sa vocation de vassal et de seigneur de la nature dont il n'avait été jusqu'à présent qu'un associé et qu'un partenaire.

Les objectifs que doivent viser les actions de cet homme sont clairs. Ils consistent en la recherche du plus grand plaisir (autrement dit en la recherche de bénéfices matériels, c'est-à-dire : *l'augmentation de la consommation*) au moindre effort (lisons: la moindre dépense de temps et d'énergie par unité produite), pour reprendre une célèbre formulation de Jeremy Bentham. Cette approche nécessite d'apporter une nouvelle solution au problème de la division du travail et de l'allocation rationnelle des ressources disponibles. Et c'est ainsi que se sont progressivement imposées les exigences de la planification comme condition *sine qua non* du progrès.

« La meilleure forme pour une fonction donnée – voilà le progrès. Depuis toujours, progresser c'était obtenir le plus avec le moins. Maximiser les fins en fonction des moyens ». Ainsi s'exprimait Adam Smith qui a prouvé, avec des propos équivoques pardonnables pour l'époque, que la division d'un tout en fractions rend possible l'obtention d'un rendement exponentiel.

Les métaphores du machinisme sont récurrentes. La machine apparaît comme le chef-d'œuvre de la rationalité, comme un assemblage de spécialisations fonctionnelles qui partagent et qui spécialisent les tâches. Pour répondre à cette exigence, la forme de chaque pièce a été conçue pour assumer la fonction qu'on attend d'elle dans le processus de production.

Le discours rationaliste est un curieux mélange de scientisme et de naturalisme. Il en résulte une argumentation philosophique qui se développe de la manière suivante : les sciences, quelles qu'elles soient, ne sont qu'une connaissance de la rationalité immanente à la nature, étant entendu que la Raison et la Nature sont alors pensées en conformité avec les dogmes de la mécanique classique.

La Renaissance et la Philosophie de l'Illustration ont consacré la métaphore de l'Architecte de l'Univers pour s'opposer à la conception théiste de l'ordre providentiel, avec ses emportements et ses changements inattendus d'humeur. La prise en compte de cette métaphore a eu pour effet de substituer à la volonté de changement une nouvelle version de l'ordre du monde. Selon cette nouvelle version de l'ordre, tout existe grâce à un discours originaire et fondateur et c'est ce discours qui établit l'ordre des choses. Il crée, nomme et

fait des lois. « Les lois octroyées à la création vont désormais la régir, indépendamment de la volonté créatrice. Il s'agit alors de distinguer et de séparer les fonctions ; et pour cela, de les inventer et de leur désigner les espaces appropriés ; de combiner correctement chaque élément pour qu'il fonctionne au mieux par rapport au tout – voilà ce qui est planifier. » (cf. Vogel & Mello, 1981, p. 134).

Planifier équivalait donc, dans cette perspective, à instaurer une nouvelle vision du monde, qui consiste à transformer en tout et partout l'ancienne vision. Cette nouvelle vision propose de nouveaux aménagements des espaces et un nouveau rapport au temps. La ville industrielle remplace le bourg tandis que la ferme mécanisée prend la place du bucolisme paysan. Ce n'est plus le clocher de la paroisse qui scande les heures du quotidien ; celui-ci est désormais régi par le temps de l'usine. Et toutes ces transformations modifient radicalement la morphologie des groupes sociaux, qui se développent désormais en prenant appui sur de nouvelles institutions et de nouvelles règles d'affiliation. C'est ainsi que les gens n'habitent plus dans les mêmes maisons et ne portent plus les habits d'antan. Ils ne se nourrissent plus comme autrefois et ne reproduisent pas les mêmes formes de sociabilité. Leurs modes de consommation subissent des altérations sensibles dans la mesure où les gens se laissent séduire par les valeurs nouvelles qui leur sont proposées. Cette adhésion à la modernité s'accompagne de l'intériorisation et de l'appropriation de nouvelles orientations cognitives qui, à leur tour, modifient en profondeur non seulement les relations entre les groupes sociaux mais aussi le lien et l'interaction de ceux-ci avec la nature. Dans cette vision, le monde fermé, précaire, de faible productivité, d'espoir de vie réduit, exposé en raison de sa fragilité aux fléaux, aux famines et aux intempéries, plongé dans l'ignorance, effrayé et dérangé par des agents surnaturels, laisse sa place à l'univers infini des échanges en expansion rapide, à la vigueur et à la vitesse des grands appareils productifs, à la solidité des structures rationnelles, à la connaissance sûre et garantie des lois naturelles, à la prévisibilité, à la santé et au calcul.

Tout cela reflète un optimisme profond et une inébranlable confiance dans le futur radieux que l'imminence de ces conquêtes permet d'appréhender par anticipation. La punition que l'on pouvait craindre imposait de pratiquer l'exorcisme résolu et radical de ce que l'on cherchait à tenir à l'écart. Dans son opposition à la campagne, la ville constituait un pôle fécond capable de générer toutes ces transformations attendues. Certaines villes, en particulier, pouvaient être « lues » comme porteuses des signes de ce processus de transformation. C'est ainsi que Manchester a souvent été considérée comme intégrant et personnifiant toutes les qualités de la modernité. C'est la raison pour laquelle elle a acquis dans les exercices prospectifs de Marx ce caractère emblématique qui a conduit ce dernier à l'opposer à la vieille Birmingham. La première était destinée à prospérer et à se perpétuer tandis que la seconde était prédestinée au

marasme et à l'obsolescence tant elle conservait en elle et avec obstination le vieil ordre.

Mais aujourd'hui on peut constater que ces prévisions ne sont en rien vérifiées. Tout au long de ce siècle, qui fut celui de l'organisation des empires et du développement de l'industrie, c'est l'orgueilleuse Manchester qui est tombée dans la léthargie alors que la vétuste Birmingham a su garder, durant ces longues décennies, une vitalité qui lui a permis de développer ses « *valuable impracticalities* » qui caractérisent aujourd'hui encore son économie et sa vie urbaine (cf. Jacobs, 1974).

Ce petit excursus historique que nous avons développé à titre d'exemple nous invite à considérer avec précaution la représentation du processus de changement que nous avons esquissé ci-dessus. Cette représentation repose en fait sur la conviction que la réalité du monde peut être le résultat de la volonté de l'homme. Et cette croyance était si fortement partagée qu'elle a fini par mettre en œuvre un modèle de développement, dont on admettait le caractère universel. Étant donné que tous les hommes sont égaux, ce qui convient aux uns peut convenir également aux autres. Dès lors, toutes les barrières peuvent être franchies et toutes les frontières deviennent pénétrables. Dans ce sens, le modèle était censé comporter une dimension normative et assumer une tâche pédagogique, véritable *didactica magna* de la prospérité.

Les grands projets d'intervention, les différentes aides et les formes de coopération mises en œuvre par les agences de développement sont les conséquences de cette conception. Ces grands projets ne se contentaient pas uniquement d'intervenir, d'aider et de faciliter la coopération, mais ils visaient aussi à promouvoir et à conduire un immense programme de modernisation, c'est-à-dire : un changement social dirigé.

Cependant, l'échec de ces projets a évité qu'on entretienne longtemps l'illusion. Les mauvais résultats obtenus ne pouvaient pas tous être attribués à une présupposée ineptie ou à l'incompétence des sociétés destinataires, sociétés dénommées *réceptrices*. Ces résultats ne pouvaient pas non plus être attribués à une éventuelle incompétence des agences de développement. Ces deux facteurs d'explication écartés, il restait à l'évidence la question de fond. Après une étude détaillée des programmes, l'examen des projets, la prise en compte des objectifs envisagés et l'appréciation des stratégies au regard des résultats obtenus, il serait possible de décrire la démarche de manière à repérer l'erreur. C'est cette conviction qui mène George M. Foster, dans *Traditional cultures and the impact of technological change* (1962) et *Applied anthropology* (1969), à dénoncer les problèmes résultant de l'adhésion aveugle et irréfléchie des agents concernés à une conception du développement et du changement technologique qui ne tient pas compte des contextes sociaux et culturels, qu'il s'agisse du contexte des « récepteurs » ou de celui des « donateurs » alors que ces contextes s'affrontent à l'occasion de la mise en œuvre de ces programmes.

Outre Foster, d'autres experts aussi renommés que lui ont essayé de mettre en perspective ces points de vue dissonants que les discontinuités culturelles et le développement économique avaient révélés (p.ex. Lévi-Strauss, 1976, chap. XVII). Les programmes de développement ont même fini par s'imposer comme un des thèmes pertinents de la réflexion sociologique et ils ont contribué à alimenter les discussions et les débats qui ont donné naissance à la sociologie du développement, à l'anthropologie de l'action, à l'anthropologie appliquée, à l'anthropologie économique, à l'anthropologie de l'urgence et, plus récemment, à l'anthropologie écologique. Il existe aujourd'hui de nombreux organismes d'aide, tant au niveau national qu'international, qui se consacrent à la gestion des aides et des ressources humanitaires et qui ont été amenés à mettre au point des méthodologies d'accompagnement et d'évaluation de ces grands programmes d'intervention.

Résolu à analyser la manière dont ont été conçus et mis en œuvre les programmes de développement dans le but précis de découvrir pour quelles raisons ils avaient échoué, George M. Foster restait convaincu qu'il était souhaitable de procéder à des changements importants pour moderniser. Tous ses efforts consistaient donc en une tentative de régénération des processus de transferts technologiques dans différents domaines, affectant les situations, les sociétés et les contextes culturels les plus divers. Cette tentative ne saurait se justifier par un éventuel esprit de philanthropie. Il résulte plutôt du besoin de maximiser les actions des projets de développement, financées par des agences nationales, en leur appliquant les mêmes critères de rationalité, de performance et d'efficacité que ceux qui sont utilisés dans les pays initiateurs. Alors que partout les échecs se multipliaient et que les « résistances au changement » se développaient de façon inquiétante, en même temps, se diffusait une vision négative du personnel chargé de l'exécution de ces projets. Les discrédits qui touchaient les programmes finissaient par contaminer de façon irrémédiable l'image du gouvernement qui les impulsait. Les préjugés, les stéréotypes et les ethnocentrismes s'exaspéraient de part et d'autre, contribuant à renforcer l'asymétrie de ces relations de domination, dans le sens que Max Weber confère à cette notion (cf. Weber, 1964, T. I, p. 3).

Il en est résulté que les conflits ont augmenté là où apparemment on développait des pratiques harmonieuses de coopération qui s'appuyaient sur la mise en œuvre de dispositifs conçus pour garantir l'adhésion des communautés locales au processus de développement.

Ces faits étaient d'autant plus graves qu'ils se sont développés dans le contexte politique international marqué par la guerre froide. Le département d'État nord-américain avait de nombreuses raisons de s'inquiéter des vicissitudes de programmes dont le caractère prophylactique risquait d'encourager l'émergence de régimes alignés au bloc soviétique.

Dans un tel contexte, s'est rapidement imposée l'idée que les insuccès accumulés ne pouvaient plus être attribués à la seule « mentalité rétrograde », à l'« ignorance », à la « méfiance » ou à la « mauvaise volonté » des bénéficiaires obstinés dans leur refus du progrès. Il en est résulté qu'au lieu de continuer à chercher chez l'autre la responsabilité (voire la *culpabilité*) de ces échecs à répétition, il serait peut-être plus intéressant d'en expliquer les raisons par des différences de perceptions et de conceptions et par l'existence d'un dialogue de sourds qui se manifeste par l'incapacité de chacun d'entendre le point de vue de l'autre.

Ce genre de dissonance cognitive peut très bien être illustré par l'histoire d'un célèbre roman de Vern Shneider *The Teahouse of the August Moon*, qui a servi de scénario et de titre à une pièce à grand succès qui a été donnée à Broadway et qui est devenue plus tard un film.

### L'expérience de Tobiki

L'action se passe en 1945 dans un village d'Okinawa. Le capitaine Fisby du Détachement C.147 de l'armée américaine avait été désigné par son supérieur, le Colonel Wainright Purdy III, pour prendre en charge le village de Tobiki selon un usage établi par l'administration des territoires conquis. À ce titre, il était chargé de mettre en œuvre un plan de réhabilitation qui comprenait la construction de maisons modernes et d'écoles ainsi que l'appui à des organisations progressistes, à des associations humanitaires et à des activités lucratives. Avec ce plan, Mme Purdy, présidente de la ligue féminine de l'action démocratique, croyait non seulement apporter des bénéfices aux habitants de Tobiki, mais en même temps elle cherchait à permettre à son mari d'obtenir le grade de général de l'armée. Très vite, la mise en œuvre de ce plan, connu comme le favori aux yeux du colonel, manifesta quelques signes de faiblesse. Le capitaine Fisby, plein de bonnes intentions et de naïveté, qui comptait sur l'appui de son adjoint Sakini, un jeune villageois, entouré par ailleurs de l'inattendue tendresse et de la sollicitude de deux *geishas* – *Première Fleur* et *Fleur de Lotus* – commence à se comporter de manière surprenante. Au lieu de construire une école moderne en forme de pentagone (!), comme l'ordonnait le plan, il donne priorité à la construction d'une « maison de thé. » Au lieu de canaux de drainage et d'irrigation, il supervise le travail des villageois qui consiste en l'édification d'une digue destinée à un lac dans lequel pourrait fleurir le lotus. Au lieu des ligues humanitaires, il favorise l'installation d'un alambic capable de ravitailler les forces d'occupation en eau-de-vie de qualité, et dans le souci d'en tirer quelques profits. Pendant ce temps, la ligue féminine locale, ayant en tête Mlle Higa Jiga et suivant l'exemple de *Première Fleur* et

*Fleur de Lotus*, déclenche une campagne pour l'importation de kimonos en soie et d'éventails parfumés, articles essentiels au développement des vieilles tactiques de séduction orientale. Ces faits tout à fait insolites ont amené le Colonel Purdy III à prendre des mesures immédiates et urgentes. Tout laissait supposer que M. Fisby avait besoin d'un accompagnement médico-psychiatrique. Sur ces entrefaites, arrive dans le village le Dr. McLean qui va très vite être choisi pour cette curieuse entreprise. Se liant d'amitié à son patient, il va devenir un de ses collaborateurs les plus inventifs, s'intéressant notamment à l'agriculture écologique. Petit à petit, il adopte avec son supposé patient, l'habillement et les habitudes locales. Et cela le conduit à comprendre les choix et les engagements de Fisby et, à partir de là, à découvrir non seulement la logique des villageois mais aussi la validité des prémisses culturelles qui fondaient le mode de vie du tranquille village de Tobiki.

À partir de cette histoire exemplaire, il est possible d'esquisser quelques réflexions pour engager les discussions préliminaires sur les questions de fond que posent les grands projets d'aide au développement.

Il faut tout d'abord souligner le caractère de fiction du récit en question : *The Teahouse of the August Moon*. Parmi ses vertus, l'histoire possède non seulement la clarté et la simplicité de son intrigue mais aussi et peut-être surtout la forme que cette intrigue a prise en tant qu'œuvre littéraire, théâtrale et en tant que production cinématographique. Ainsi, la version cinématographique se présente sous la forme d'une comédie. Il en résulte que le thème de la rencontre et des malentendus entre les deux cultures est présenté de manière surprenante et très pertinente. En effet, les études récentes sur l'esthétique cognitive attirent l'attention sur l'importance de l'humour comme forme et ressource de connaissance (Brown, 1977). *The argument of laughter* [*L'argument du rire*] (Munro, 1964). Celui-ci permet en effet une sorte d'éloignement qui, sans réduire la bizarrerie des faits et des situations, plonge le lecteur dans un désarroi du fait de cette disposition agressive envers tout ce qui n'est pas familier. En outre, comme l'humour ne s'applique pas exclusivement à quelqu'un d'autre mais aussi à des situations, il tend à englober aussi le moi, en le faisant participer aux contextes bizarres dans lesquels il se trouve engagé. Le rire apparaît ainsi comme l'expression d'un artifice fondamental d'étrangeté, comme le prouvent non seulement les formes populaires de représentation mais toute la dramaturgie classique dans le théâtre contemporain.

Ainsi présentées, les péripéties amusantes du fameux plan B, grâce à cet artifice, et sans pour autant nuire aux formes d'empathie, favorisent une appréhension réflexive et critique des problèmes que posent les programmes de développement, sans éveiller les fantômes, les désillusions et les tensions, si difficiles à exorciser dans les contextes réels. En dehors de l'écran, la représentation de ce qui est effectivement arrivé prend souvent des dimensions vraiment tragiques. Les communautés locales n'ont presque jamais réussi à

convaincre les agents de développement de tenir compte de leurs points de vue et ces derniers n'arrivent pas à comprendre la manière, souvent peu orthodoxe, qu'ont les « natifs » de s'approprier les projets de changement. Et cela résulte du fait qu'ils ne parviennent pas à saisir la lecture que les acteurs locaux font des propositions qu'ils veulent leur imposer.

Ces réactions déconcertantes, qui ont souvent pour effet de déboussoler et de décourager les agents de développement, sont en effet des formes positives d'adhésion. Sans les difficultés, et pourquoi ne pas le dire, sans les résistances des propres agents, il serait impossible de reconnaître en elles le caractère actif des communautés locales face aux transformations. Et c'est justement cette non-passivité qui va être disqualifiée par les programmes de développement dans la mesure où leurs résultats ne répondent pas à la prévisibilité, à la rationalité et à l'efficacité qu'on attendait d'eux.

Dans cette perspective, le comportement des acteurs locaux est perçu comme une tentative sourde et malicieuse de mettre en cause les agents de développement et de riposter aux stratégies élaborées par les agences. Ce *malin génie*, rusé, réfractaire et imperméable à toute force argumentative de la raison pratique, se révèle capable d'opérations tactiques inhabituelles si bien qu'il est du même coup difficile d'en identifier à temps les effets pour éviter l'échec. C'est ce que les planificateurs et les agents de développement mettent sous le nom de « *résistance au changement*. »

Pourtant, la résistance au changement n'est qu'une manière d'attribuer à l'autre des problèmes qui sont plus inhérents à la planification et donc à la société du planificateur qu'aux insuffisances et aux ruses des communautés où les programmes doivent être mis en place. Dans ce sens, les obstacles ne résultent pas uniquement des comportements des « bénéficiaires », mais aussi et surtout de la vision étroite et stéréotypée qu'ont les initiateurs de ces programmes de développement. Ceux-ci ont tendance à les considérer comme des populations « ignorantes », « indolentes », « incohérentes en matière de caractère », « dépourvues d'inclination pour le commerce ou l'industrie » (bien que de « vive intelligence et de sagacité d'esprit »), « inconstantes », parfois « fatalistes », vivant « plongés dans un cafouillage confus de superstitions et de croyances absurdes » qui affectent leur discernement des choses.

En ce qui concerne leurs modèles d'interaction, on a tendance à les considérer comme ceux de populations caractérisées par une absence de solidarité provenant d'une incapacité à développer des formes associatives et le travail coopératif. Leur isolement en serait la cause principale, ainsi que le caractère éphémère et itinérant de leurs installations, *assentamentos*. En l'absence d'un but clair et défini, elles errent, sans feu ni lieu. Rapetissées par la nature luxuriante, elles se montrent d'un conformisme résigné dont résulterait, en dernière analyse, la stagnation de leur mode de vie. L'oisiveté et la paresse qu'on leur attribue ne seraient donc que des signes extérieurs de leur caractère

dégénératif, attribué soit au déterminisme de l'environnement, soit à l'abandon dans lequel les auraient laissés les pouvoirs publics.

« Imprévoyantes » et « instinctives », poussées par un égoïsme infantile et primitif, elles vivent d'activités de cueillette. La pauvreté de leurs moyens de subsistance est due à un ensemble de techniques empiriques (« rudimentaires ») résultants de l'application non systématique du principe d'essai et erreur. Ainsi limitées, elles sont condamnées à développer des activités prédatrices comme la chasse, la cueillette, l'agriculture de brûlis et le déboisement, qui ne leur permettent pas la production d'excédents et les condamnent à la précarité de l'« autosubsistance ». Ces populations sont donc dans l'incapacité d'avoir une logique qui rend possible la planification la plus élémentaire ; de même qu'elles sont dépourvues de cette rationalité qui leur permettrait de maîtriser les exigences de la gestion des ressources de la poursuite de finalités alternatives !

Toutefois, cette *Naturmensch* présentée par d'innombrables traités de la science économique et de la sociologie comme celui de Bücher (1907) ou celui de Vierkandt (1896) consacrés à la description de la pratique d'une « économie naturelle » n'est qu'une caricature. Appliquée à rendre compte de la situation des peuples primitifs (*Naturvölker*, par opposition aux *Kulturvölker*), cette représentation a produit les effets les plus funestes à partir du moment où elle a été étendue aux sociétés traditionnelles qualifiées de « sous-développées », puis de « tiers-monde » puis, à force d'euphémisme, de sociétés « en voie de développement ». De telles conceptions s'avèrent à la longue insoutenables. D'ailleurs, dans l'expression « économie naturelle » elle-même, l'adjectif est en évidente contradiction avec le nom qu'il souhaite qualifier. Il n'en demeure pas moins que les typologies qui ont constitué le paradigme des théories du développement ont assumé pendant longtemps cette vision stéréotypée.

Aujourd'hui encore, le discours dominant en la matière transforme l'économie en une arène où se déroule le combat rationnel autour du *manque* (rareté). Cette valorisation de l'économie en tant que science (et en tant qu'espace) de l'allocation *optimale* des ressources met en exergue la notion d'*economizing*, véritable libellé qui consiste à apprécier de manière essentiellement économique la satisfaction des nécessités humaines résiduelles, qu'elles soient de base ou dérivées (cf. Pareto, 1917, Malinowski, 1944 et 1945).

Ce genre de réductionnisme economiciste a des conséquences importantes sur la conception des programmes de développement et de changement social. En particulier, l'importance accordée à la propriété privée comme la meilleure forme d'appropriation de ressources crée les conditions favorables à l'émergence d'un mode de décision hiérarchique et d'une forme de mobilisation et de coordination des facteurs de production qui permettent d'apprécier avec davantage de précision la relation coût-bénéfice si nécessaire au calcul économique. Cela signifie, en même temps, que l'on néglige toute forme collective de prise de décision. C'est ainsi que l'entreprise autogérée et la

coopérative agricole sont considérées comme inefficaces et non-compétitives dans la mesure où en « gaspillant » le temps passé à discuter des stratégies alternatives on entrave les mouvements des capitaux et on perd de la rentabilité en raison de l'inflation des coûts.

Une telle argumentation repose sur une représentation unidimensionnelle de la société fondée sur le marché. Celui-ci est pris comme un système de régulation entre les unités productives. Sa qualité varie en proportion directe de son échelle. Plus le marché est étendu, mieux il accomplit sa fonction. Et celle-ci se manifeste essentiellement par sa capacité à traduire la satisfaction des nécessités (*wants*) dans l'espace monétaire, en l'exprimant à partir d'un équivalent universel. Ainsi, le travail va être valorisé en tant que dispositif de production (ou de transfert) de revenus dont la nature est exclusivement financière.

Dans une telle perspective, les structures traditionnelles apparaissent comme les témoins du passé, des freins au développement, des entraves à la formation de la demande et à la rapidité de la circulation des produits et doivent être transformées en même temps que leurs modes de création collective (coopération, mutualisme, autogestion, solidarisme, etc.) dans les plus brefs délais.

Ainsi se présentent quelques-uns des paradigmes des théories économiques de la modernisation. Il en est notamment de la théorie historique de Rostow (1964) ou de la théorie sociologique de Leibenstein (1975) qui procèdent par découpage de périodes socio-historiques et de comportements pour rendre compte de l'évolution des sociétés vers le Progrès. La relativisation du réductionnisme économiciste se manifeste dans les analyses de Lewis (1954) et de Fei et Ranis (1969). Leur tentative de rupture avec la logique du paradigme dominant qu'ils ont cherché à critiquer constitue une première étape du débat sur la mise en cause du processus modernisateur. C'est ainsi que les auteurs ne parlent plus ouvertement de « pays en retard », mais ils continuent cependant d'accorder à la modernité des valeurs plus hautes comparées à celles que véhiculent les sociétés traditionnelles. Le modèle de Lewis cherche à atténuer le fossé qui sépare le développement du sous-développement à partir d'une approche « structuraliste ». Selon cette approche, les secteurs traditionnels et modernes d'une économie sont complémentaires. Fournir un cadre descriptif pour rendre compte des relations entre les deux devient alors un enjeu important qui a pour effet de mettre en cause la vision normative à partir de laquelle étaient appréciées les actions sociales et économiques des « pays en voie de développement ».

À cette tentative d'interprétation s'en est suivie une autre, qui privilégiait le caractère structural des réponses aux stimuli développementalistes. De même que les structures sur lesquelles doit reposer le changement ne sont pas identiques de la même manière, les solutions adoptées pour la

modernisation ne sont pas interchangeable. Le développement n'est pas, dans ce cas, entendu comme un facteur de civilisation qui peut être distribué de façon régulière à tout un pays. Dans tout pays, il existe en effet des points sensibles et stratégiques à partir desquels le processus peut plus aisément se déclencher. C'est de là qu'est née l'idée de la géopolitique des pôles de développement si chère à la plupart de nos planificateurs. En insistant sur le modèle de croissance des pays développés, cette conception a pour effet de conforter la problématique du manque en tant qu'élément structurant de l'action modernisatrice et de considérer le progrès comme le bout du tunnel.

Cette métaphore du tunnel pour rendre compte du progrès a des implications qui ne peuvent pas être ignorées. Elle induit, par exemple, la croyance réconfortante du « droit chemin » capable de franchir les barrières et les obstacles, en raccourcissant au maximum la distance qui sépare deux espaces : l'espace de la pauvreté encrassée du sous-développement et le lumineux espace où se répand la modernité. Cette métaphore induit par ailleurs une représentation problématique dans la mesure où la traversée d'un tunnel a pour conséquence qu'on perd de vue la nature même de l'obstacle. Avec cela, on élimine tous les aspects du paysage qui doivent être parcourus avant d'arriver à la terre promise.

Enfin, la métaphore du « tunnel » a comme corollaire le « vide ». Porter son attention sur l'aboutissement du chemin qui est le progrès équivaut à faire semblant que tout ce qui est au long de ce chemin n'existe pas. Et c'est ainsi qu'on en arrive à la fiction du « vide technologique » qui consiste à éliminer tout le répertoire de ressources de la société traditionnelle et tout le savoir « naturel » sur lequel se fonde l'arsenal technique à partir duquel se développent les stratégies de production et de reproduction de différents groupes sociaux. De manière analogue, l'usage de cette métaphore conduit à la fiction du « vide du pouvoir » et nourrit l'illusion que l'inexistence des méthodes modernes de prise de décision, de gestion et d'administration des ressources et de régulation des conflits signifie l'absence, dans les sociétés et/ou groupes traditionnels, d'acteurs politiques et de procédures de gestion rationnelle.

Il existe un autre problème encore plus grave auquel sont confrontés les programmes de développement. En ignorant de considérer comme sujets politiques ceux qui sont capables d'exercer une influence sur leur programme, ils en arrivent à prendre en compte toute une série d'effets non souhaités qui dépassent de loin les objectifs recherchés. Ces résultats négatifs sont interprétés non pas tant comme une conséquence des éventuelles défaillances dans l'exécution du programme mais plutôt celles, délibérées ou irréflechies, des structures traditionnelles. Celles-ci sont alors appréciées simplement comme des réceptrices passives de la modernisation alors qu'elles devraient être considérées comme des agents, de fait et de droit, au service de la modernité. Mais les considérer ainsi est incompatible avec la représentation selon laquelle le

processus de développement se déploie en ligne droite. Au contraire, il aura tendance à subir nécessairement les effets d'événements par définition imprévisibles. L'idée même de l'existence d'une méthode (c'est-à-dire d'un « droit chemin ») est le résultat d'une illusion qui a été (ou continue d'être) celle de la linéarité de la marche des pays « développés » vers la construction de la « société industrielle ». Les évolutions observées – c'est ainsi qu'on devrait appeler les « obstacles » – sont le résultat de l'appropriation et de l'interprétation du processus de changement par les sociétés locales. Cette approche a davantage à voir avec les comportements, les institutions et les structures de la société traditionnelle qu'avec la pénurie et/ou l'allocation irrationnelle de ressources. Ainsi, ce qui est habituellement présenté comme « résistance au changement » et comme le refus de toute innovation devrait être compris comme moyen culturellement différencié de formuler des demandes et d'accueillir et d'incorporer des propositions.

Il est maintenant plus facile de comprendre les raisons qui ont amené quelques théoriciens du développement comme Gunnar Myrdal (1975) à mettre en relief le rôle économique des « facteurs non économiques ». Dès lors que ceux-ci ne peuvent plus être traités comme de simples variables « exogènes » cela conduit à relativiser quelques-uns des postulats fondamentaux du paradigme dominant. Par exemple, il n'est plus possible de dissocier production et consommation. Produire c'est consommer et vice-versa. Et les deux phénomènes dépendent, à leur tour, des contraintes culturelles qui règnent dans chaque contexte empirique. Il n'existe donc pas d'*optimum* économique qui se distinguerait d'un *optimum* social (cf. Godelier, 1965). Ce dernier l'emportait toujours le rationalisme économique *stricto sensu* que le postulat du manque a imposé aux théories des économistes. Dès lors, la théorie des économies empiriques n'admet pas que les notions d'efficacité soient définies comme des variables indépendantes du contexte, sinon comme artifice analytique. (cf. Kula, 1968).

Le principe du marché autorégulé comme guide ou source du développement et de l'accès au bien-être subit, dans cette perspective, une relativisation radicale. Pour les critiques d'inspiration marxiste comme Amin (1972), Frank (1972), Emmanuel (1975) etc., la capitalisation des pays en voie de développement (principal indicateur de leur accès à la modernité) n'obéit pas aux prévisions de la théorie unidimensionnelle du marché. Au lieu d'être l'élément capable de favoriser la promotion sociale des individus et des nations, le marché devient la représentation du domaine privilégié d'expression des relations non symétriques et la plus grande garantie de leur reproduction. Dans les marchés nationaux, aussi bien que dans l'espace plus large des échanges internationaux, il n'existe pas d'égalité effective entre les partenaires du jeu économique. C'est pourquoi le marché ne favorise pas la distribution équitable du bien-être. Au contraire, il a tendance à augmenter la richesse de certains groupes et/ou de

certains pays en proportion directe de la perpétuation et de l'approfondissement de la pauvreté des autres. Dans ces circonstances, il est évident que les politiques d'aide au développement, tant nationales qu'internationales (et nonobstant les bonnes intentions qui puissent les animer), risquent toujours de se manifester sous des formes plus ou moins subtiles de gestion des inégalités.

Néanmoins, les critiques ne se sont pas limitées au questionnement des valeurs inhérentes au paradigme dominant en dénonçant l'idéologie de l'expansion à tout prix, le gigantisme de la production (la ainsi nommée « économie d'échelle ») et la croyance naïve dans les miracles opérés par la sophistication technologique. Elles ont de plus montré que la formation elle-même des cadres technico-scientifiques et que les activités de recherche sont chaque fois plus tournées vers la valorisation du système de marché, en stimulant la compétition, la spécialisation exagérée des fonctions et l'inique compréhension de la science comme stratégie de domination soit sur la nature, soit sur les sociétés humaines elles-mêmes.

D'un point de vue empirique, les programmes, les plans et les projets mis en place, fondés sur ce paradigme, se sont montrés également vulnérables. Leurs prévisions ne se sont pas confirmées car le « sous-développement » (ou le phénomène qu'on cherche à désigner par cette catégorie) persiste. La désarticulation progressive des formes du travail communautaire, l'affaiblissement de la créativité dans les divers contextes culturels autrefois pleins de vie, les abus en matière d'environnement et la hausse exponentielle des taux de pauvreté, de pénurie et de misère absolue dans les pays du soi-disant Tiers-Monde sont quelques-unes des menaces les plus effrayantes qui sont venues perturber le bon et serein déroulement d'un processus fondé sur l'optimisme.

Cet inquiétant état des choses a conduit à engager une critique des propositions du développement et à rechercher de nouvelles alternatives. Les théories critiques n'ont pas encore réussi à établir un paradigme capable de remplacer de manière satisfaisante les avatars de l'individualisme economiciste. Néanmoins, toutes reconnaissent qu'il faut repenser la notion de développement elle-même. Cela nécessite, entre autres, que l'idée du développement soit détachée des critères exclusivement économiques en la subordonnant à des valeurs autres que ceux du marché. La prise en compte de telles valeurs exige cependant la formulation de nouvelles propositions politiques pour le processus de développement.

« Ces problèmes ont amené l'Unesco, à partir des années 70, à définir une série de prémisses visant à guider la réflexion sur les grandes orientations politiques qui devraient accompagner la question du développement. Trois d'entre elles doivent être considérées comme fondamentales. La première admet et affirme l'aspect fécond de l'originalité des cultures. La seconde attribue à l'inégalité entre les individus et entre les nations (ou groupes sociaux) le caractère de scandale. La dernière donne pour établie l'interdépendance des

sociétés et, à partir de là, des problèmes en rapport avec leur développement. » (cf. Fausto & Vogel, 1987, p. 7-8).

Les principes que définit l'Unesco pour n'importe quel processus de développement centré sur l'homme sont au nombre de trois : 1. *Le caractère endogène* du processus (et le respect à la directive d'équité) ; 2. *L'intégration* des divers facteurs ; et 3. *La globalité* (c'est-à-dire, l'interdépendance) non seulement à l'échelle nationale mais aussi planétaire (cf. Cao Tri, 1984, p. 13-19).

Les notions de globalité ne posent pas problème. D'une certaine façon, cela va de soi. Mais lorsqu'on évoque l'endogénéité, les choses se compliquent. « D'abord il s'agit de la recherche de chemins originaux, c'est-à-dire, de chemins qui respectent les valeurs, les ressources et les potentialités des contextes pour lesquels ils sont pensés et proposés. La réalisation de ce réquisit, à son tour, exige une participation élargie des groupes sociaux et des individus que le développement souhaite atteindre ». (Fausto & Vogel, 1987, p. 9). Cela signifie que le développement endogène présuppose la culture (nationale, régionale ou locale) comme dispositif pour assurer aussi bien la créativité du processus que le soutien et l'adhésion des communautés où il devra avoir lieu.

La prise en compte de l'endogénéité est d'autant plus importante si l'on tient compte du fait que, comme l'observe Lévi-Strauss dans *Race et histoire* (1950), ces sociétés n'ont pas fait le choix du développement. Au contraire, on les a engagées dans ce processus à leur insu. La croissance et le changement qui les atteignent de façon de plus en plus menaçante leur a réservé le rôle difficile de simples patients de la plus radicale de toutes les transformations subies par l'humanité depuis la « révolution néolithique », pour employer la bonne expression de Vere Gordon Childe.

Cette passivité pourtant n'est qu'une fiction, très commode quand il s'agit de prendre des décisions (sans consulter qui de droit), mais très risquée, quand il devient nécessaire d'exécuter ces décisions dans la pratique. Sur le terrain, l'agent de développement muni de tous ses équipements que sont les plans, les programmes, les grilles, les chronogrammes et les expédients bureaucratiques se trouve confronté à des situations très diverses, pleines de chemins croisés et de pièges, qui peuvent lui réserver les plus désagréables surprises. C'est la raison pour laquelle il nous semble opportun de faire quelques considérations relatives à la préparation de ces techniciens avant de les engager dans le processus de mise en place de projets de changement social dirigé.

Il faudrait que les techniciens aient une préparation adéquate pour affronter les situations qu'ils vont trouver sur le terrain. Dans ce sens, il serait utile de les familiariser avec la problématique du recueil, de l'examen et de la discussion des informations et des items relatifs à la compréhension de la société et de la culture locales. Il faudrait également qu'ils se familiarisent à l'analyse des questions concernant la mise en œuvre des projets de changement dirigé dans le but de prévenir deux types caractéristiques de réactions face aux

problèmes rencontrés : le durcissement à partir de positions préconçues (syndrome de la planification autoritaire) et la cooptation de l'acteur local le plus sympathique (syndrome du populisme de base). Il faut absolument qu'il prenne conscience que ce ne sont pas toujours les grands problèmes qui créent les barrières les plus difficiles à franchir. Le plus compliqué est habituellement de contourner l'infinité des petits malentendus qui ponctuent le quotidien des relations entre les techniciens et les communautés cible. Pour cela, il serait tout à fait utile d'adopter une attitude de précaution afin d'éviter la célèbre dichotomie entre le travail technique et le travail social. Il faudrait encore et surtout qu'ils acquièrent la conviction qu'aucun programme d'intervention, même s'il vise la plus précaire et la plus démunie des communautés, n'opère dans un vide technologique ou politique. Enfin, il s'agirait de les mettre dans les dispositions les plus favorables possible pour qu'ils prennent en compte la logique, les mécanismes et les éléments de la connaissance locale en cherchant à intégrer les populations à la prise de décisions pour d'éventuelles révisions de stratégies. Et cela, non seulement pour des impératifs d'efficacité mais aussi pour un impératif d'éthique.

Prenons, à titre d'exemples, quelques observations d'actions visant l'élaboration de programmes d'évaluation d'impact environnemental au Brésil. Les connaissances accumulées tout au long de ces dernières années à partir d'évaluations d'innombrables projets de changement dirigé n'ont pas encore fait l'objet d'un travail de compilation et de formalisation. Ces évaluations se trouvent aujourd'hui dispersées. Il manque pour cela un réseau de techniciens aptes à assurer une circulation adéquate, des débats et des échanges d'expérience, en relation étroite avec des sociologues, des anthropologues, des psychologues sociaux, des éducateurs et des spécialistes en économie et administration. Dans le cadre des programmes d'action et d'intervention, ces professionnels sont souvent considérés avec réserves en raison de leur posture technocratique. C'est notamment le cas des anthropologues à qui les techniciens leur reprochent leurs observations critiques qu'ils ont tendance à entendre comme des formes tortueuses pour empêcher le développement des programmes de modernisation ou comme des spéculations chimériques sans application possible sur le plan de la « réalité des faits ». Le dialogue entre l'administrateur et l'anthropologue s'avère l'un des plus compliqués car, aux yeux du premier, les observations et les conclusions du travail ethnographique semblent trop engagées dans la dimension microscopique du contexte local. Il est vrai que toute l'expérience de la discipline, fondée sur le travail de terrain, révèle que tout changement se heurte moins aux grandes barrières formelles qu'à la quantité infinie de dimensions, apparemment insignifiantes, qui tissent le quotidien de toute communauté.

La coexistence des scientifiques sociaux, notamment des anthropologues, avec les experts techniques (ingénieurs, architectes, urbanistes, méde-

cins, infirmiers, agronomes, zootechniciens, etc.) montre aussi combien les possibilités de communication entre eux sont étroites. Et pourtant ce sont ces mêmes professionnels qui vivent au jour le jour les problèmes de terrain. La plupart de ces problèmes ont pour origine la méconnaissance de certains aspects, souvent négligés parce que difficilement repérables, qui concernent les structures et les codes sociaux des populations-cible. Les équivoques et les malentendus qui en découlent peuvent aller de la simple altercation jusqu'aux conflits plus ou moins déclarés. En toute hypothèse, ils renferment des leçons et des découvertes d'incalculables valeurs pour une compréhension plus attentive et plus raffinée des situations sociales provoquées par le changement.

Le plus grand problème, toutefois, consiste à convaincre le zootechnicien que son client le plus important, dans le cas d'un projet d'aménagement de production de volailles à abattre, n'est pas le poulet ! N'importe quelle action effectuée sur un secteur limité du monde subit invariablement la médiation des attentes, des projets, des desseins et des interprétations de *tous* les acteurs sociaux concernés, directement ou indirectement, par le programme d'intervention. L'arpenteur voit grâce à son théodolite des points dans l'espace, des courbes de niveau, des côtes, des ruptures de terrain, des lignes et des limites. L'agronome soupèse la composition du sol, son *ph*, sa fertilité, sa vocation à la culture. Le gérant de la carte de crédit agricole *calcule et estime* les possibilités de retour (et, donc, les garanties) du financement sollicité en faisant des estimations sur la récolte. L'agent de l'INCR (Institut National de Colonisation et de la Réforme Agricole) regarde la terre et la pense en termes de zones.

Mais l'agriculteur sait que ses droits coutumiers y sont inscrits, que ses efforts et connaissances y sont investis, que ses loyautés familiales et politiques y sont consolidées, que les limites de ses désaffections y sont tracées, que ses morts y sont enterrés et que ses souvenirs y sont enracinés. Ce qu'il voit est un inextricable système de relations qui comprennent les dimensions de parenté, de propriété, de droits hérités, de réseaux d'échanges et de circuits d'obligations, d'affiliations politiques et religieuses, de formes de réciprocités et de coopération.

Toutes ces choses, à leur tour, dépendent de la structure, de la composition et de l'évolution du groupe domestique. Et c'est celui-ci qui leur propose les moyens et la perspective d'appréhension et d'appropriation de l'univers social en assurant la reproduction physique et sociale du groupe aussi bien que le fonds commun de représentations qui confère du sens à leurs actions, à leurs discours et à leur existence, en la légitimant. Cette expérience, d'un autre côté, est marquée par des déterminations négatives et positives qui résultent de la modulation rythmique des variations saisonnières. Tout ce mouvement qui anime l'écosystème et qu'il faut connaître pour opérer avec une relative prévisibilité dans les arts de la subsistance propre à chaque société continue d'alimenter la pratique d'une observation spéculative désintéressée (Lévi-Strauss, [1962]1970), base de toute invention et de toute créativité.

Comme on peut s'en rendre compte à partir de ces considérations autour de quelques problèmes dérivés de l'idée même de changement social dirigé, l'enjeu qu'on propose à l'agent ou au chercheur les conduit à découvrir des décors qui ne sont pas toujours de bon augure. Car, cela vaut la peine d'être rappelé, pour s'y prendre de manière correcte en tenant compte de la complexité de ce système dense de relations et de significations, il faut, en plus de la compétence et de la sensibilité, de l'imagination sociologique pour procéder à son analyse et à en restituer les résultats de manière à rendre ce système compréhensible dans sa totalité ainsi que dans sa complexité.

## BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS Don, (1969), « The monkey and the fish: cultural pit falls of an educational Advisor », in *International development review*, 2, p. 22-4.
- AMIN Samir, (1972), *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Maspéro.
- BASTIDE Roger, (1971), *Anthropologie appliquée*, Paris, Payot.
- BROWN Richard P., (1977) *A poetics for sociology. Towards a logic of discovery for the human sciences* London/New York, Cambridge University Press.
- BÜCHER Carl, (1907), *Industrial Evolution*, New York, H. Holt.
- CAO TRI Huyin, (1982), « L'approche socio-culturelle, communicative et participative de l'administration publique », in *Administration participative et développement endogène*, Paris, Unesco, Institut International des sciences Administratives.
- CAO TRI Huyin, (1984), « Le concept du développement endogène et centré sur l'homme », in *Clés pour une stratégie nouvelle du développement*, Paris, Unesco, 1984.
- DUMONT Louis, (1977), *Homo aequalis - genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard, 1977.
- EMMANUEL A., (1975), *L'échange inégal*, Paris, Maspéro, 1975.
- FAUSTO A. & VOGEL A., (1987), *Desenvolvimento endógeno, administração participativa e democratização da cultura*. Rio de Janeiro, Unesco/Flacso.
- FEI J.C. H. & RANIS G., (1969), *The development of the labour surplus economy, theory and policy*. Homewood, R.D. Irwin, 1969.
- FOSTER George M., (1964), *As culturas tradicionais e o impacto da tecnologia*, Rio de Janeiro, Fundo de cultura, [1962].
- FRANK A.G., (1972), *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspéro.
- GODELIER M., (1966), « Objet et méthode de l'anthropologie économique » in *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, Maspéro.
- JACOBS Jane, (1974), *La economía de las ciudades*, Madrid, Península.
- KULA Witold, (1968), « On the typology of economic systems », in *The social sciences problems and orientations*, Mouton, Unesco.
- LEIBENSTEIN H., (1975), *Beyond economic man*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.

- LÉVI-STRAUSS Claude, (1970), *O pensamento selvagem*, São Paulo, Companhia Editora Nacional.
- LÉVI-STRAUSS Claude, (1976), *Antropologia estrutural II*, Tempo Brasileiro, Rio de Janeiro.
- LÉVI-STRAUSS Claude, (1980) *Raça e História* in: *Lévi-Strauss*. Cultural, Abril, São Paulo, [1950].
- LEWIS A., (1954), *Economic development with unlimited supplies of labour*, Manchester, The Manchester School of Economic and Social Studies, 1954, V. 22, n.2.
- MALINOWSKI B., (1944), *A scientific theory of culture and other essays*, Chapel Hill, New Carolina, 1944.
- MALINOWSKI B., (1945), *The dynamics of culture change*, New Haven/ London.
- MUNRO H.L., (1964), *The argument of laughter*, London, Hattaway.
- MYRDAL G., (1975), *Against the stream, critical essays on economics*, New York, Vintage Books.
- PARETO Vilfredo, (1917) *Traité de sociologie générale*. Paris, Payot, 2v.
- POLANYI Karl, (1980), *A grande transformação : As origens da nossa época*, Rio de Janeiro, Campus.
- ROSTOW W.W., (1964), *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil.
- VIERKANDT Alfred, (1896), *Naturvölker und Kulturvölker*, Leipzig.
- VOGEL Arno & MELLO Marco Antonio da Silva, (1981), *Quando a rua vira casa*, Rio de Janeiro, Ibam/finep.
- WEBER Max, (1964), *Economía y sociedad*, México, Fondo de Cultura Económica, 2v.